

Compte-rendu de la journée « Pratiques et performances en Grandes Cultures : Comment faire le lien ? Quels besoins ? Quelles méthodes ? »

7 mars 2017, Paris

Le 7 mars 2017 s'est déroulé une journée, intitulé « Pratiques et performances en Grandes Cultures : Comment faire le lien ? Quels besoins ? Quelles méthodes ? » .

Cette journée était organisée par le GIS Grande Culture HP2E dans le cadre des travaux du groupe « Connaissance des pratiques pour l'évaluation des performances » et a rassemblé 52 participants. La journée était organisée en 2 parties, une matinée de présentations, accessible à tous, et une après-midi workshop, sur invitation.

Matinée

Après une introduction par Jacques Mathieu, co-président du GIS GC HP2E, Agnès Salaün a présenté les résultats des travaux menés par le groupe « Connaissance des pratiques pour l'évaluation des performances » sur le recensement des bases de données (BdD) existantes et de leur accessibilité (disponible sur le site du GIS GC HP2E : <https://www.gchp2e.fr/Actions-thematiques/Connaissance-des-pratiques-pour-l-evaluation-des-performances/Mise-a-disposition-du-recensement-des-bases-de-donnees-en-Grandes-Cultures>) ainsi que sur les besoins exprimés par les propriétaires et/ou utilisateurs des dites bases.

Le SSP, Service de la Statistique et de la Prospective, par la voix de Didier Cébron, a ensuite reprecisé le statut de la statistique publique et présenté les enquêtes SSP en lien avec la thématique « pratiques et performances » et les problématiques de lien entre ces BdD nationales pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Ensuite, des intervenants ont présenté des exemples de travaux autour de l'évaluation de performances en mettant en avant les données, les méthodes utilisées ainsi que leurs limites éventuelles et les questions qu'ils se posaient : Jeanne Boughaba du Ministère de l'Environnement a travaillé sur la performance environnementale et Nathalie Delame de l'INRA sur les performances économiques des exploitations agricoles et des ménages. Un exemple d'observatoire des pratiques a également été présenté par Thierry Pouch de l'APCA qui a abordé le fonctionnement du dispositif INOSYS des Chambres d'Agriculture.

Une table ronde a complété cette matinée en rassemblant un agriculteur, une juriste, un chercheur et un propriétaire et gestionnaire de données, le SSP. Les échanges ont montré l'importance du retour direct ou indirect à l'agriculteur pour l'inciter à collecter et mettre à disposition ses données et la nécessité d'une transparence sur leur utilisation. Les évolutions juridiques actuelles (...) ouvrent également quelques pistes d'amélioration pour favoriser l'accès et la mise à disposition de données.

Dans sa conclusion, Jacques Mathieu a mis en avant plusieurs paradoxes, évoqués lors des présentations de la matinée :

- La difficulté à connaître la réalité des pratiques agricoles actuelles mais une volonté de faire évoluer celles-ci, d'où l'importance de connaître le point 0 pour mieux caractériser leurs évolutions ;
- L'abondance de données existantes mais les difficultés à les valoriser pleinement hors de l'objectif initial de leur collecte que ce soit pour des aspects d'accès aux données (statistique

publique par exemple) ou de problèmes méthodologiques (grain, échelle, qualité de la donnée...);

- L'importance de réussir à faire le lien entre pratiques et multi-performance, mais les difficultés à le faire, la BdD « idéale » permettant de lier les performances aux pratiques n'existant pas.

Face à ces paradoxes, les échanges de la matinée ont cependant fait ressortir des perspectives :

- Des avancées sur l'accès aux données, la mise à disposition et la standardisation de données avec des projets comme la plateforme API-AGRO, les propositions d'AgGate ou encore des propositions de projets de recherche sur la gestion du consentement comme Multipass ;
- L'atout du numérique, avec une potentielle valorisation des données de capteurs, des données satellitaires et des données d'outils de gestion parcellaire pour connaître les pratiques, mais toujours à relier aux performances ;
- La volonté de travailler et d'avancer ensemble, illustrée notamment par la mobilisation pour cette matinée et le workshop de l'après-midi organisés par le GIS GC HP2E.

Vous pouvez retrouver le programme et les supports des intervenants sur le site du GIS GC HP2E :

<https://www.gchp2e.fr/Actions-thematiques/Connaissance-des-pratiques-pour-l-evaluation-des-performances/7-03-2017-Pratiques-et-performances-en-Grandes-Cultures>

Workshop

Cette session workshop a réuni des représentants des différents acteurs concernés par la thématique « pratiques et performances » : agriculteurs, gestionnaires privés et publics de BdD, utilisateurs de BdD qu'ils soient chercheurs ou conseillers.

Les participants étaient répartis en 2 ateliers, le premier traitant des aspects méthodologiques de traitement de données, le deuxième travaillant sur des scénarios de collaboration entre acteurs pour l'accès aux données. Une restitution des ateliers, suivie d'une discussion générale, a clôturé l'après-midi.

Les différents échanges du workshop ont montré qu'il y avait une **réelle problématique** à traiter en termes d'amélioration de la connaissance des pratiques, via un meilleur accès aux données notamment et autour de l'enjeu du lien entre pratiques et performances.

Deux conditions sont apparues comme nécessaires pour avancer ensemble.

La première est de **définir un, ou des, sujets fédérateurs** pour que les acteurs présents autour de la table se mobilisent et collaborent pour le lancement d'un projet test. L'importance du lien pratiques et performances en Grandes Cultures ainsi que la mesure de la performance notamment économique et environnementale sont au cœur de ce/ces sujets, mais la question initiale doit être posée plus précisément et partagée afin d'encourager les acteurs à travailler ensemble.

La seconde condition est d'identifier **la valeur ajoutée** qui pourrait revenir aux acteurs qui se fédéreraient autour d'un projet. Cette valeur ajoutée devra notamment satisfaire les agriculteurs et les propriétaires de données, comme les éditeurs de logiciels de gestion parcellaire, les centres de gestion ou le SSP, pour encourager la mise à disposition et la mise en commun de données, mais aussi les chercheurs. Il a été souligné que la temporalité et la nature de cette valeur ajoutée ne sont pas les mêmes selon les acteurs : les agriculteurs souhaitant un retour à court terme suite à la mise à

disposition de leurs données (envisagée notamment lors du workshop sous la forme d'outils simples type Outils d'Aide à la Décision ou de benchmarking), les chercheurs ayant besoin de temps pour traiter les données et obtenir les premiers résultats (avec production de modèles).

Une fois ces deux conditions réunies, une mise en commun et un accès aux données déjà existantes seraient à mettre en place pour répondre à la problématique posée par ce projet test. Cette mise en commun pourrait se mettre en place via la **création d'un consortium**. L'ensemble de ces données, individuelles mais non anonymisées, pourraient être hébergées et sécurisées sur le Centre d'Accès Sécurisé aux Données (CASD), seule possibilité actuellement pour accéder aux données de la statistique publique. Les membres de ce consortium auraient alors accès aux données de chacun des membres du consortium : des données administratives individuelles (notamment celles de la PAC ou des BRA), des données individuelles statistiques (notamment celles des enquêtes pratiques culturelles) et des données privées (celles des éditeurs de logiciels de traçabilité agricole ou celles des centres de gestion). Des méthodes de traitement de données seront nécessaires pour **une analyse approfondie de la qualité et la pertinence des différentes BdD ainsi rassemblées** (notamment sur la complétude et la nature du biais des données saisies dans les outils de traçabilité agricole). L'idée serait ensuite de réaliser un appariement de ces BdD au sein du CASD via des identifiants communs d'exploitations ou des recoupements géographiques.

La question de l'accès et de l'usage possible de ces sources appariées a été posée. L'atelier du workshop axé sur la méthode a proposé de travailler sur une modélisation des liens entre les données administratives de structures d'exploitation (PAC,...), les données disponibles sur les « pratiques culturelles » issues des enquêtes du SSP ou des éditeurs de logiciel, et des indicateurs de performances environnementales calculées à partir de ces pratiques. **Les résultats de ces modèles, exportables hors du CASD**, pourraient être spatialisés à grande échelle à partir des données administratives d'entrée du modèle pour répondre à des problématiques telles que celles exposées par Jeanne Boughaba le matin. Les données « virtuelles » de sortie de ce modèle, données moyennes non soumises au secret, peuvent alors être utilisées à des échelles fines et agrégables à l'échelle de petits bassins versants ou de tout autre découpage géographique. Un livrable potentiel !

La **piste du modèle économique** qui pourrait être construit pour le lancement d'un tel projet reste à explorer.

Il y a matière à continuer les réflexions du groupe « Connaissance des pratiques pour l'évaluation des performances » à travers un projet concret permettant de tester la faisabilité d'un consortium autour d'une question posée, prenant notamment en compte le lien pratiques et performances. L'ensemble des échanges de cette journée du 7 mars sera porté à la connaissance des instances du GIS GC HP2E, Comité Stratégique et Directoire Opérationnel, pour décider de la suite.

Rédaction : E. CAHUZAC – V. LEVEAU – A. SALAÜN